

code de la spécialité : D.M.F01.S04.04

Codes des métiers correspondants à la spécialité :

H 1102, J 1103, J 1105, K 1201, K 1401, K 1402, K 1403, K 1404, L 1401, L 1803, O 1201, P 1301, P 1500, P 1601, P 1602

Fiche d'identité de la spécialité: Droit immobilier

Niveau : Master

Domaine : Droit et Sciences Politiques

Filière : Droit

Spécialité: Droit immobilier

1- Localisation de la formation:

Faculté : Droit et de Sciences Politiques

Département : Droit

Références de l'arrêté d'habilitation du diplôme à préparer : Arrêté N°002 du 03/01/2021.

2 - Partenaires extérieurs :

Autres institutions universitaires:/

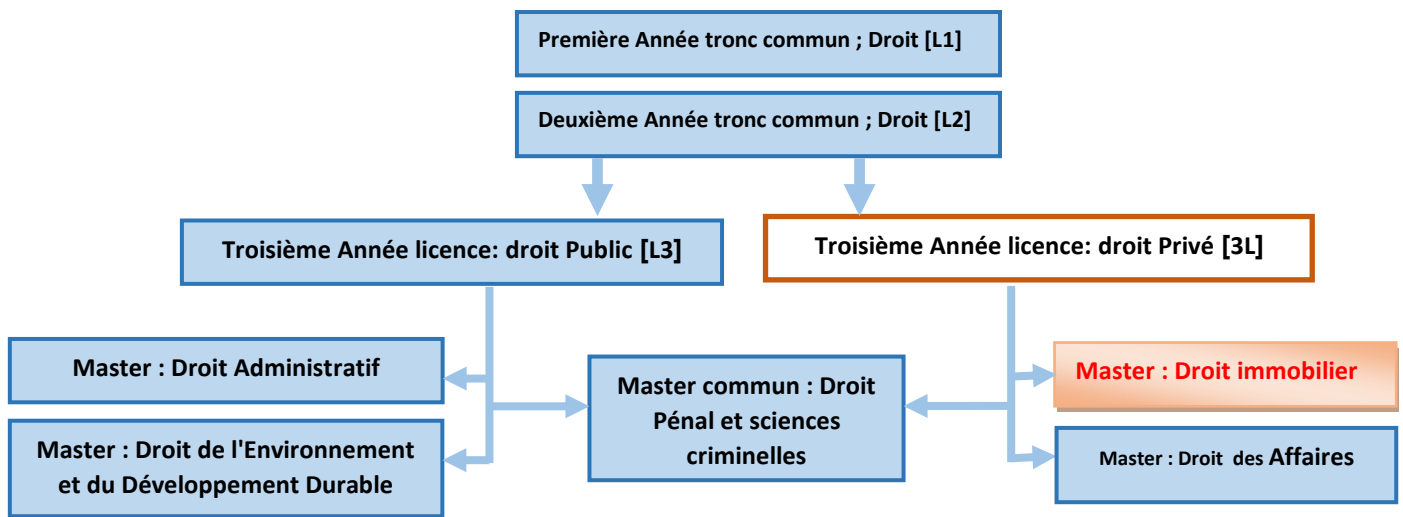
Autres institutions et partenaires socio-économiques :

- Direction Générale du Domaine National, Batna
- Direction du cadastre
- Direction des Archives.
- Barreau régional
- Agence immobilière

Partenaires internationaux étrangers :/

3- Organisation générale de la formation: position du projet

Cet Organigramme montre la localisation du Master académique "**Droit immobilier**" par rapport à la formation :



Le contenu de la formation comprend quatre semestres, trois semestres théoriques et un quatrième et dernier semestre pour préparer une mémoire pour l'obtention du diplôme

4-Contexte de la formation:

Le contenu de cette formation «Droit immobilier» est régi par trois contextes formatifs :

- **Le contexte d'orientation de l'étudiant** : Il combine les facteurs qui influent sur les penchants de l'étudiant (motivation scientifique, préparation cognitive), car la formation et les connaissances que l'étudiant reçoit au niveau de la licence en droit privé ont un grand effet dans l'orientation de l'étudiant envers ses tendances professionnelles liées au Droit immobilier en raison de leur impact dans les différents domaines de l'économie nationale
- **Le Contexte d'enseignement**: Il comprend les facteurs qui jouent un rôle direct dans le processus pédagogique, car il contient des matières éducatives fondamentales et horizontales appartenant à des différents domaines de connaissances, ce qui donne à l'étudiant une bonne compréhension du droit immobilier en particulier et du droit civil en général, compte tenu des problèmes et des contentieux quotidiens soulevés par l'immobilier et autres matières qui développent sa formation dans le domaine du droit immobilier selon une méthodologie scientifique menée par l'équipe de formation
- **Le contexte de transition et d'intégration au milieu du travail** : la spécialité "Droit immobilier" permet à l'étudiant d'avoir une grande capacité d'adaptation aux diverses circonstances dictées par le monde du travail dans un environnement caractérisé par la diversité des relations commerciales et des affaires. Elle ouvre des champs d'avenir aux étudiants qui leur permettent de rejoindre des postes et professions libres tels que les gouvernorats immobiliers à travers le pays, les organes judiciaires spécialisés dans l'examen des litiges immobiliers, les directions du cadastre,

5- Objectifs de formation :

- Informer les étudiants sur la nature de la spécialisation (droit immobilier) et sur ses sujets les plus importants.
- Approfondissement des connaissances de base du parcours de spécialisation (droit immobilier)
- Permettre à l'étudiant d'utiliser les outils et compétences de la recherche scientifique et de la communication avec l'environnement.
- Permettre à l'étudiant d'avoir l'opportunité d'être formé dans le domaine de la spécialisation en langue arabe, développer ses connaissances dans le domaine of l'information informatisée, qui répond aux exigences de l'époque.
- Permettre à l'étudiant de visualiser les problèmes les plus importants soulevés par l'immobilier, en particulier les litiges immobiliers, qui sont considérés comme parmi les litiges les plus complexes en raison de leur multiplicité et leurs juridiques contradictoires.

6- Profils et compétences visés:

- Formation académique d'une groupe d'étudiants spécialisés en droit immobilier en particulier, en droit civil en général, vu la grande importance de cette spécialisation dans le domaine juridique, et vu les problèmes et contentieux quotidiens soulevés par l'immobilier, et orientant leurs capacités vers la recherche scientifique et juridique dans le domaine de spécialisation.
- Maîtriser les outils et techniques de recherche scientifique et identifier les sources d'information.
- La capacité de traiter des textes juridiques liés à l'immobilier et des analyseurs juridiques.
- La capacité d'utiliser la jurisprudence.
- La promotion du domaine de l'immobilier en adhésion avec la réalité pratique, pas avec le développement de l'investissement immobilier en Algérie après son adoption de l'économie du marché, ce à travers une formation scientifique des étudiants basée sur la recherche et l'étude scientifique juridique et ses applications pratiques.
- Cadres de formation et compétences dans le domaine du droit immobilier qui contribuent au développement du système législatif du Droit immobilier.
- Préparer cet étudiant à l'ouverture sur des disciplines précises dans le domaine immobilier pour compléter sa formation du droit immobilier, tel que les litiges immobiliers, le droit des investissements, le droit de la promotion immobilière, et autres...

7- Potentialités locales régionales et nationales d'employabilité:

Par cette spécialisation, l'université participe à l'orientation des étudiants vers plusieurs secteurs professionnels liés à la spécialisation en droit immobilier.

- Instances judiciaires requises pour connaître des litiges immobiliers.
- Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme
- Directions des Domaines.
- Agences immobilières publiques et privées.
- Cabinet d'avocats
- Directions des archives.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté n° *002* du 03 JAN. 2021

**Portant habilitation des établissements de l'enseignement supérieur à la
formation en vue de l'obtention des diplômes de Licence et de Master
au titre de l'année Universitaire 2017-2018**

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;

- Vu la loi n°99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur;
- Vu le décret présidentiel n° 20-163 du Aouel Dhou El Kaâda 1441 correspondant au 23 juin 2020, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret exécutif n°01-208 du 2 Joumada El Oula 1422 correspondant au 23 juillet 2001 fixant les attributions, la composition et le fonctionnement des organes régionaux et de la conférence nationale des universités ;
- Vu le décret exécutif n°03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 Août 2003, modifié et complété, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'Université ;
- Vu le décret exécutif n°05-299 du 11 Radjab 1426 correspondant au 16 Août 2005, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire;
- Vu le décret exécutif n°08-265 du 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008 portant régime des études en vue de l'obtention du diplôme de licence, du diplôme de master et du diplôme de doctorat;
- Vu le décret exécutif n°13-77 du 18 Rabie El Aouel 1434 correspondant au 30 janvier 2013, fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique;
- Vu l'arrêté n°712 du 03 novembre 2011 fixant les modalités d'évaluation, de progression et d'orientation dans les cycles d'études en vue de l'obtention des diplômes de licence et de master;
- Vu l'arrêté n°75 du 26 mars 2012 portant création, composition, organisation et fonctionnement du Comité Pédagogique National de Domaine;
- Vu l'arrêté n°167 du 13 avril 2015 portant création, composition, attributions et fonctionnement de la commission nationale d'habilitation;
- Vu l'arrêté n°835 du 27 juillet 2017 Habilitant les établissements de l'enseignement supérieur à la formation en vue de l'obtention du diplôme de Licence et Master au titre de l'année Universitaire 2017-2018 ;
- Vu le procès-verbal de la réunion de la commission d'habilitation nationale tenue le 17 juillet 2017

ARRETE



Article 1^{er} : Sont habilités, les établissements de l'enseignement supérieur à la formation en vue de l'obtention des diplômes de Licence et de Master au titre de l'année Universitaire 2017-2018 conformément aux annexes numérotées de 01 à 60, jointes au présent arrêté.

Art. 2: Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de l'année Universitaire 2017-2018.

Art. 3: Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 835 du 27 juillet 2017, sus-visé.

Art. 4 : Le Directeur Général des Enseignements et de la Formation Supérieurs et les chefs d'établissements d'enseignement et de formation supérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

03 JAN. 2021

Fait à Alger le :.....

**Le Ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche scientifique**



ملحق رقم 18 للقرار رقم 002 المؤرخ في 03 جانف 2021

المتضمن تأهيل مؤسسات التعليم العالي لضمان التكوين لنيل شهادات الليسانس و الماستر

بعنوان السنة الجامعية 2017-2018 بجامعة باتنة 1

Annexe n°18 de l'arrêté n° 002 du 03 JAN 2021

portant habilitation les établissements de l'enseignement supérieur à la formation en vue de l'obtention du diplôme de Licence et Master au titre de l'année universitaire 2017-2018 de l'Université de Batna 1

Domaine	Filière	Spécialité	Type (A/P)	Cycle de formation	Observation	الملاحظة	طور التكوين	طبيعية (A/P)	التخصص	الشعبة	الميدان
Sciences de la Matière	Chimie	Chimie des matériaux	A	Mas	Habilitation	تأهيل	م	أ	كيمياء المواد	كيمياء	علوم المادة
		Chimie physique	A	Mas	Habilitation	تأهيل	م	أ	الكيمياء الفيزيائية		
Droit et Sciences Politiques	Droit	Droit de l'environnement et du développement durable	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	قانون البيئة والتنمية المستدامة	حقوق	حقوق وعلوم سياسية
		Droit pénal et sciences criminelles	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	القانون الجنائي و العلوم الجنائية		
		Droit administratif	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	القانون الإداري		
		Droit des affaires	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	قانون الأعمال		
		Droit immobilier	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	القانون العقاري		
		Sciences Politiques	Relations internationales	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ		
	Organisation politique et administrative	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	تنظيم سياسي وإداري			
Sciences Humaines et Sociales	Sciences Humaines - Histoire	Histoire de l'occident musulman au moyen âge	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	تاريخ الغرب الإسلامي في العصر الوسيط	علوم إنسانية- تاريخ	علوم إنسانية و اجتماعية
		Histoire contemporaine du monde arabe	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	تاريخ الوطن العربي المعاصر		